



L'Assemblée Générale des contrôleurs de Clermont-Ferrand, réunie le 25 mai 2010, se déclare indignée par la restriction du droit de grève imposée brutalement par les pouvoirs publics, et mobilisée pour la défense de ce droit fondamental. Elle se tient prête à toute action forte proposée par les Organisations Syndicales à cette fin.

Face à la rupture manifeste du dialogue social engagée par l'Administration, l'Assemblée Générale appelle les personnels à ne plus participer aux GT locaux, et les Organisations Syndicales à boycotter les CTP.

L'Assemblée Générale déplore la remise en cause de notre professionnalisme en nous imposant un contrôle de présence. Les agents opérationnels refusent sa mise en place telle qu'envisagée par l'Administration. Condamnant l'absence de concertation, l'Assemblée Générale exige l'ouverture d'un espace de discussion sur ce sujet.

Motion votée à l'unanimité